

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2015/11286]

8 JUILLET 2015. — Loi modifiant la loi du 12 avril 1965
relative au transport de produits gazeux
et autres par canalisations (1)

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. La présente loi règle une matière visée à l'article 74 de la Constitution.

Art. 2. Dans l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, modifiée en dernier lieu par la loi du 8 mai 2014, il est inséré un 25^osexies rédigé comme suit :

"25^osexies : "Règlement (UE) n° 312/2014" : le Règlement (UE) n° 312/2014 de la Commission du 26 mars 2014 relatif à l'établissement d'un code de réseau sur l'équilibrage des réseaux de transport de gaz;"

Art. 3. Dans le chapitre IV de la même loi, modifié en dernier lieu par la loi du 8 mai 2014, il est inséré une section III, intitulée :

"Section III. Entreprise commune d'équilibrage".

Art. 4. Dans la section III insérée par l'article 3, il est inséré un article 15/2bis rédigé comme suit :

"Art. 15/2bis. § 1^{er}. Sans préjudice de l'article 15/2quater, le gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel peut déléguer la gestion du maintien de l'équilibre du réseau de transport de gaz naturel à une entreprise commune, établie avec un ou plusieurs gestionnaires de réseaux de transport de gaz naturel d'autres États membres. Seuls le gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel et les gestionnaires des réseaux de transport de gaz naturel d'un ou de plusieurs États membres, qui sont certifiés conformément aux articles 9 et 10 de la Directive 2009/73/CE, ou qui sont exemptés de certification par l'article 49, (6), de la Directive 2009/73/CE, peuvent participer à ladite entreprise commune.

§ 2. L'entreprise commune est constituée sous la forme d'une société anonyme, ayant son siège social dans un État membre de l'Espace économique européen.

Les articles 8/3, § 1^{er}/1, alinéas 3 à 5, 8/4 et 8/5 s'appliquent à l'entreprise commune.

§ 3. L'entreprise commune établit et met en œuvre un programme d'engagements qui contient les mesures à prendre pour garantir que les pratiques discriminatoires et anticoncurrentielles sont exclues. Ce programme d'engagements énumère les obligations spécifiques imposées aux employés pour que l'objectif d'exclusion des pratiques discriminatoires et anticoncurrentielles soit atteint.

Le programme d'engagements détermine aussi les précautions à prendre par l'entreprise commune en vue de préserver la confidentialité des données commerciales relatives aux utilisateurs du réseau actifs dans la zone d'équilibrage dont l'entreprise commune assume la responsabilité.

Le programme d'engagements est soumis pour approbation à l'ACER, après avis de la Commission.

Toute modification du programme d'engagements est soumis pour approbation à l'ACER, après avis de la Commission."

Art. 5. Dans la même section III, il est inséré un article 15/2ter rédigé comme suit :

"Art. 15/2ter. § 1^{er}. L'entreprise commune visée à l'article 15/2bis nomme, après approbation de la Commission, une personne physique ou morale, dénommée "cadre chargé du respect des engagements".

La Commission peut refuser l'approbation visée à l'alinéa 1^{er} au motif d'un manque d'indépendance ou de capacités professionnelles.

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2015/11286]

8 JULI 2015. — Wet tot wijziging van de wet van 12 april 1965
betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door
middel van leidingen (1)

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 74 van de Grondwet.

Art. 2. In artikel 1 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 8 mei 2014 wordt een 25^osexies ingevoegd, luidende :

"25^osexies : "Verordening (EU) nr. 312/2014" : de Verordening (EU) nr. 312/2014 van de Commissie van 26 maart 2014 tot vaststelling van een netcode inzake gasbalancerings van transmissienetten;"

Art. 3. In hoofdstuk IV van dezelfde wet, laatstelijk gewijzigd bij de wet van 8 mei 2014, wordt een afdeling III ingevoegd, luidende :

"Afdeling III. Gemeenschappelijke balancerings-onderneming".

Art. 4. In afdeling III, ingevoegd bij artikel 3, wordt een artikel 15/2bis ingevoegd, luidende :

"Art. 15/2bis. § 1. Onverminderd artikel 15/2quater kan de beheerder van het aardgasvervoersnet het beheer voor het in evenwicht houden van het aardgasvervoersnet aan een gemeenschappelijke onderneming, opgericht met één of meerdere beheerders van aardgasvervoersnetten van andere lidstaten, overdragen. Enkel de beheerder van het aardgasvervoersnet en de beheerders van de aardgasvervoersnetten van één of meerdere lidstaten, die gecertificeerd zijn overeenkomstig de artikelen 9 en 10, van de Richtlijn 2009/73/EG of die ontheven zijn van certificering overeenkomstig artikel 49, (6), van de Richtlijn 2009/73/EG, kunnen deelnemen aan de bedoelde gemeenschappelijke onderneming.

§ 2. De gemeenschappelijke onderneming wordt opgericht onder de vorm van een naamloze vennootschap met maatschappelijke zetel gevestigd in een lidstaat van de Europese Economische Ruimte.

De artikelen 8/3, § 1/1, derde tot vijfde lid, 8/4 en 8/5 zijn van toepassing op de gemeenschappelijke onderneming.

§ 3. De gemeenschappelijke onderneming ontwerpt en implementeert een nalevingsprogramma met de maatregelen die moeten worden genomen om discriminerend en concurrentieverstorend gedrag uit te sluiten. Dit nalevingsprogramma noemt de specifieke verplichtingen op, die opgelegd zijn aan de werknemers, opdat de doelstelling van uitsluiting van discriminerend en concurrentieverstorend gedrag behaald wordt.

Het nalevingsprogramma bepaalt eveneens de te nemen voorzorgen door de gemeenschappelijke onderneming teneinde de vertrouwelijkheid te bewaren van de commerciële gegevens betreffende de netgebruikers actief in de balanceringszone waarvoor de gemeenschappelijke onderneming de verantwoordelijkheid draagt.

Het nalevingsprogramma wordt ter goedkeuring voorgelegd aan het ACER na advies van de Commissie.

Elke wijziging van het nalevingsprogramma wordt ter goedkeuring voorgelegd aan het ACER na advies van de Commissie."

Art. 5. In dezelfde afdeling III wordt een artikel 15/2ter ingevoegd, luidende :

"Art. 15/2ter. § 1. De gemeenschappelijke onderneming als bedoeld in artikel 15/2bis benoemt, na goedkeuring van de Commissie, een natuurlijke of rechtspersoon, "nalevingsfunctionaris" genoemd.

De Commissie kan de goedkeuring, als bedoeld in het eerste lid, weigeren vanwege een gebrek aan onafhankelijkheid of aan beroepsbekwaamheid.

Si un actionnaire de l'entreprise commune est un gestionnaire d'un réseau de transport de gaz naturel dans un autre État membre qui fait partie d'une entreprise verticalement intégrée, le cadre chargé du respect des engagements ne peut pas, directement ou indirectement, dans l'année précédant sa désignation par l'entreprise commune, avoir exercé une activité ou une responsabilité professionnelle, avoir détenu un intérêt ou avoir entretenu une relation commerciale auprès de ou avec l'entreprise verticalement intégrée qui assure une fonction de production ou de fourniture, ou une partie de celle-ci et/ou ses actionnaires qui la contrôlent, autres que le gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel. Cette interdiction vaut aussi après la cessation des fonctions, durant au moins dix-huit mois.

Les conditions régissant le mandat ou les conditions d'emploi, y compris la durée de son mandat, du cadre chargé du respect des engagements sont soumises à l'approbation de la Commission. Ces conditions garantissent l'indépendance du cadre chargé du respect des engagements, notamment en lui fournissant toutes les ressources nécessaires à l'exercice de ses fonctions. Le mandat du cadre chargé du respect des engagements n'excède pas une durée de trois ans et peut être renouvelé.

Pendant toute la durée de son mandat, le cadre chargé du respect des engagements ne peut — directement ou indirectement — exercer d'emploi ou de responsabilité professionnelle ou avoir un intérêt dans les actionnaires de l'entreprise commune ou dans les actionnaires qui la contrôlent.

La Commission donne instruction à l'entreprise commune de démettre le cadre chargé du respect des engagements en cas de manquement en matière d'indépendance ou de capacités professionnelles.

§ 2. Le cadre chargé du respect des engagements assiste à toutes les réunions pertinentes de l'entreprise commune, en particulier lorsqu'il est question du modèle d'équilibrage, spécialement pour ce qui concerne les tarifs, le contrat d'équilibrage, la transparence, l'équilibrage, l'achat et la vente d'énergie qui est nécessaire pour l'équilibre du réseau de la zone d'équilibrage pour laquelle l'entreprise commune est responsable.

Le cadre chargé du respect des engagements a accès à toutes les données pertinentes, aux locaux de l'entreprise commune et à toutes les informations qui sont nécessaires pour l'exécution de ses tâches, sans annonce préalable.

§ 3. Le cadre chargé du respect des engagements s'acquitte des tâches suivantes :

- 1° surveiller la mise en œuvre du programme d'engagements par l'entreprise commune;
- 2° établir un rapport sur les relations commerciales et financières entre l'entreprise commune et l'entreprise verticalement intégrée ou une partie de celle-ci et/ou avec les actionnaires qui exercent un contrôle, autres que le gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel. Le cas échéant, le cadre chargé du respect des engagements formule des recommandations concernant le programme d'engagements et énonce les mesures qui ont été prises en exécution du programme d'engagements. Ce rapport est communiqué au plus tard le 1^{er} mars de chaque année à la Commission;
- 3° porter à la connaissance de la Commission sans délai tout manquement dans la mise en œuvre du programme d'engagements."

Art. 6. Dans la même section III, il est inséré un article 15/2^{quater} rédigé comme suit :

"Art. 15/2^{quater}. § 1^{er}. Dans l'hypothèse où le gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel délègue la gestion du maintien de l'équilibre du réseau de transport de gaz naturel à une entreprise commune conformément à l'article 15/2^{bis}, le gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel garde la responsabilité de l'intégrité du système et de la gestion opérationnelle de son réseau en ce compris les incidents et les situations d'urgence, pour lesquels il exécute les mesures spécifiques prévues par la présente loi, le Règlement (UE) n° 994/2010 et les arrêtés d'exécution.

§ 2. Toute modification ou extension de la zone d'équilibrage dont la gestion du maintien de l'équilibre du réseau de transport de gaz naturel est déléguée à une entreprise commune conformément à l'article 15/2^{bis}, alinéa 1^{er}, n'est effective que pour autant qu'elle ait été notifiée par le gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel à l'Autorité fédérale pour la sécurité de l'approvisionnement en gaz visée à l'article 15/13, § 6, au plus tard dans un délai de six mois avant son entrée en vigueur.

Indien een aandeelhouder van de gemeenschappelijke onderneming een beheerder van een aardgasvervoersnet in een andere lidstaat is, die deel uitmaakt van een verticaal geïntegreerd bedrijf, mag de nalevingsfunctionaris in het jaar voor zijn benoeming door de gemeenschappelijke onderneming, direct noch indirect, een professionele activiteit of verantwoordelijkheid uitgeoefend hebben, geen belang of zakelijke betrekkingen gehad hebben met een vestiging van het verticaal geïntegreerd bedrijf dat functies van productie of levering verricht of een onderdeel daarvan en/of met de aandeelhouders die er zeggenschap over uitoefenen, andere dan de beheerder van een aardgasvervoersnet. Dit verbod geldt ook na beëindiging van de benoeming gedurende ten minste achttien maanden.

De voorwaarden betreffende het mandaat of de arbeidsvoorwaarden, met inbegrip van de duur van zijn mandaat, van de nalevingsfunctionaris worden voor goedkeuring voorgelegd aan de Commissie. Deze voorwaarden waarborgen de onafhankelijkheid van de nalevingsfunctionaris, onder meer door hem te voorzien van alle middelen die nodig zijn om zijn taken te vervullen. Het mandaat van de nalevingsfunctionaris kan drie jaar niet overschrijden en mag hernieuwd worden.

Tijdens de volledige duur van zijn mandaat mag de nalevingsfunctionaris — direct noch indirect — een professionele positie, verantwoordelijkheid of belang hebben in de aandeelhouders van de gemeenschappelijke onderneming of in de aandeelhouders die er zeggenschap over uitoefenen.

De Commissie geeft instructie aan de gemeenschappelijke onderneming om de nalevingsfunctionaris in geval van gebrek aan onafhankelijkheid of beroepsbekwaamheid te ontheffen van zijn functie.

§ 2. De nalevingsfunctionaris woont alle relevante vergaderingen van de gemeenschappelijke onderneming bij, in het bijzonder wanneer het balanceringsmodel wordt behandeld, specifiek betreffende de tarieven, het balanceringscontract, de transparantie, de balancerende, aankoop en verkoop van energie die nodig is voor het netevenwicht van de balanceringszone waarvoor de gemeenschappelijke onderneming verantwoordelijk is.

De nalevingsfunctionaris heeft zonder voorafgaande aankondiging toegang tot alle relevante gegevens, tot de kantoren van de gemeenschappelijke onderneming en tot alle informatie die voor de uitvoering van zijn taken noodzakelijk is.

§ 3. De nalevingsfunctionaris wordt belast met de volgende taken :

- 1° toezien op de tenuitvoerlegging van het nalevingsprogramma door de gemeenschappelijke onderneming;
- 2° opstellen van een verslag over de commerciële en financiële betrekkingen tussen de gemeenschappelijke onderneming en het verticaal geïntegreerde bedrijf of een onderdeel ervan en/of met de aandeelhouders die er zeggenschap over uitoefenen, anders dan de vervoersnetbeheerder. Zo nodig formuleert de nalevingsfunctionaris aanbevelingen over het nalevingsprogramma en somt de maatregelen op die zijn genomen in uitvoering van het nalevingsprogramma. Dit verslag wordt uiterlijk op 1 maart van elk jaar aan de Commissie meegedeeld;
- 3° de Commissie onverwijld in kennis stellen van elke inbreuk bij de uitvoering van het nalevingsprogramma."

Art. 6. In dezelfde afdeling III wordt een artikel 15/2^{quater} ingevoegd, luidende :

"Art. 15/2^{quater}. § 1. In het geval dat de beheerder van het aardgasvervoersnet het beheer voor het in evenwicht houden van het aardgasvervoersnet aan een gemeenschappelijke onderneming overdraagt, overeenkomstig artikel 15/2^{bis}, blijft de beheerder van het aardgasvervoersnet verantwoordelijk voor de systeemintegriteit en het operationeel beheer van zijn net inbegrepen de incidenten en de noodsituaties, waarvoor hij de specifieke maatregelen ten uitvoer legt die voorzien zijn in deze wet, de Verordening (EU) nr. 994/2010 en de uitvoeringsbesluiten.

§ 2. Elke wijziging of uitbreiding van de balanceringszone waarvan het beheer voor het behoud van het evenwicht van het aardgasvervoersnet aan een gemeenschappelijke onderneming wordt overgedragen overeenkomstig artikel 15/2^{bis}, eerste lid, is slechts effectief als ze door de beheerder van het aardgasvervoersnet genotificeerd is bij de Federale instantie voor de bevoorradingzekerheid inzake aardgas bedoeld in artikel 15/13, § 6, uiterlijk binnen een periode van zes maanden voor haar inwerkingtreding.

Cette notification comprend au moins les éléments suivants :

- 1° une description complète de la modification ou de l'extension de la zone d'équilibrage envisagée;
- 2° le détail de l'impact de cette modification sur le rôle, les tâches et les responsabilités du gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel; et
- 3° une évaluation complète des conséquences de cette modification sur la sécurité d'approvisionnement du pays et le travail de monitoring de celle-ci devant pouvoir être réalisé en continu par l'autorité compétente.

La mise en oeuvre par l'entreprise commune d'une zone d'équilibrage dépassant les frontières de la Belgique, de même que toute modification ou extension d'une telle zone d'équilibrage transfrontalière, ne peut d'aucune manière affecter négativement la sécurité d'approvisionnement de la Belgique, porter préjudice à la mise à disposition par le gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel de données en temps réels permettant à l'autorité compétente d'assurer le monitoring constant de la sécurité d'approvisionnement, ni restreindre l'exercice souverain par l'Autorité fédérale pour la sécurité de l'approvisionnement en gaz visée à l'article 15/13, § 6, de ses compétences dans les domaines visés par la présente loi et le Règlement (UE) n° 994/2010."

Art. 7. Dans la même section III, il est inséré un article 15/2quinquies rédigé comme suit :

"Art. 15/2quinquies. § 1^{er}. Le Règlement (UE) n° 312/2014, ainsi que toutes les dispositions de la présente loi et de ses arrêtés d'exécution, qui concernent les activités d'équilibrage de l'entreprise commune visée à l'article 15/2bis, dans la mesure où elles ne sont pas en contradiction avec le Règlement (UE) n° 312/2014, s'appliquent à l'entreprise commune.

Plus spécialement, les articles 15/16, 15/18, 15/18bis, 15/20, 15/20bis, 15/21, 15/22, 18, 19, 19bis, 20, 20/1, 20/1bis, 20/2 et 23 s'appliquent à l'entreprise commune.

§ 2. La Commission est compétente pour exercer, à l'égard de l'entreprise commune visée à l'article 15/2bis, les tâches énoncées à l'article 15/14, § 2, alinéa 2, à l'exception des points 26°, 30°, 31°, 32° et 33°, dans la mesure où elles sont en rapport avec les activités d'équilibrage à exercer par l'entreprise commune.

La Commission approuve, sur proposition de l'entreprise commune :

- 1° le contrat d'équilibrage et, le cas échéant, le code d'équilibrage qui régit les droits et obligations de l'entreprise commune et des utilisateurs du réseau dans le cadre de l'activité d'équilibrage.

Le contrat d'équilibrage et, le cas échéant, le code d'équilibrage contiennent en tout cas d'une manière détaillée :

- a) les définitions de la terminologie utilisée dans le contrat d'équilibrage;
- b) l'objet du contrat d'équilibrage;
- c) les conditions auxquelles l'activité d'équilibrage est fournie par l'entreprise commune;
- d) les droits et obligations liés à l'activité d'équilibrage fournie;
- e) la facturation et les modalités de paiement;
- f) les garanties financières et autres garanties;
- g) les dispositions relatives à la responsabilité de l'entreprise commune et des utilisateurs du réseau;
- h) l'impact des cas de force majeure sur les droits et obligations des parties;
- i) les dispositions relatives à la négociabilité et à la cession du contrat d'équilibrage;
- j) la durée du contrat d'équilibrage;

Deze kennisgeving omvat ten minste de volgende elementen :

- 1° een volledige beschrijving van de wijziging of uitbreiding van de voorgestelde balanceringszone;
- 2° het detail van de impact van deze wijziging op de rol, de taken en verantwoordelijkheden van de beheerder van het aardgasvervoersnet; en
- 3° een volledige beoordeling van de gevolgen van deze wijziging voor de bevoorradingszekerheid van het land en het werk van monitoring hiervan dat continu moet kunnen worden uitgevoerd door de bevoegde autoriteit.

De tenuitvoerlegging door de gemeenschappelijke onderneming van een balanceringszone die de grenzen van België overschrijdt, alsook elke wijziging of uitbreiding van een dergelijke grensoverschrijdende balanceringszone, mag de bevoorradingszekerheid van België op geen enkele wijze negatief beïnvloeden, geen afbreuk doen aan de ter beschikking stelling door de beheerder van het aardgasvervoersnet van real-time data, die het de bevoegde overheid mogelijk maken om een constante monitoring van de bevoorradingszekerheid te garanderen, noch de soevereine uitoefening door de Federale instantie voor de bevoorradingszekerheid inzake aardgas bepaald in artikel 15/13, § 6, van zijn bevoegdheden beperken in de domeinen als bedoeld in deze wet en de Verordening (EU) nr. 994/2010."

Art. 7. In dezelfde afdeling III wordt een artikel 15/2quinquies ingevoegd, luidende :

"Art. 15/2quinquies. § 1. Op de gemeenschappelijke onderneming zijn van toepassing de Verordening (EU) nr. 312/2014, evenals alle bepalingen van deze wet en haar uitvoeringsbesluiten die verband houden met balanceringsactiviteiten van de gemeenschappelijke onderneming als bedoeld in artikel 15/2bis, voor zover deze niet strijdig zijn met de Verordening (EU) nr. 312/2014.

Op de gemeenschappelijke onderneming zijn in het bijzonder van toepassing de artikelen 15/16, 15/18, 15/18bis, 15/20, 15/20bis, 15/21, 15/22, 18, 19, 19bis, 20, 20/1, 20/1bis, 20/2 en 23.

§ 2. De Commissie is, ten aanzien van de gemeenschappelijke onderneming, als bedoeld in artikel 15/2bis, bevoegd voor de uitvoering van de taken opgenoemd in artikel 15/14, § 2, tweede lid, met uitzondering van punten 26°, 30°, 31°, 32° en 33°, voor zover zij verband houden met balanceringsactiviteiten uit te voeren door de gemeenschappelijke onderneming.

De Commissie bekrachtigt, op voorstel van de gemeenschappelijke onderneming :

- 1° het balanceringscontract en, in voorkomend geval, de balanceringscode die de rechten en verplichtingen van de gemeenschappelijke onderneming en de netgebruikers in het kader van de balanceringsactiviteit beheerst.

Het balanceringscontract en, in voorkomend geval, de balanceringscode bevatten in elk geval op gedetailleerde wijze :

- a) de definities van de in het balanceringscontract gebruikte terminologie;
- b) het voorwerp van het balanceringscontract;
- c) de voorwaarden waaraan de balanceringsactiviteit door de gemeenschappelijke onderneming geleverd wordt;
- d) de rechten en plichten verbonden aan de geleverde balanceringsactiviteit;
- e) de facturatie en betalingsmodaliteiten;
- f) de financiële garanties en andere waarborgen;
- g) de bepalingen inzake de aansprakelijkheid van de gemeenschappelijke onderneming en de netgebruikers;
- h) de impact van situaties van overmacht op de rechten en plichten van de partijen;
- i) de bepalingen in verband met de verhandelbaarheid en overdracht van het balanceringscontract;
- j) de duur van het balanceringscontract;

- k) les dispositions relatives à la suspension et à la résiliation du contrat d'équilibrage, à l'exception des clauses résolutoires expresses dans le chef de l'entreprise commune;
- l) les modes de notification convenus entre les parties;
- m) les dispositions applicables lorsque l'utilisateur du réseau fournit des informations erronées ou incomplètes;
- n) le régime de résolution de conflits;
- o) le droit applicable;
- p) les règles et procédures qui s'appliquent à la zone d'équilibrage intégrée et au modèle d'équilibrage.
- 2° le programme d'équilibrage, qui décrit le modèle d'équilibrage;
- 3° les tarifs d'équilibrage.

La proposition du contrat d'équilibrage, du programme d'équilibrage et du code d'équilibrage, de même que leurs éventuelles modifications, sont établis par l'entreprise commune après consultation par celle-ci des utilisateurs du réseau. A cet effet, l'entreprise commune crée une structure de concertation au sein de laquelle elle peut rencontrer les utilisateurs du réseau. L'entreprise commune rédige un rapport sur cette consultation qu'elle joint aux documents soumis à approbation. Dans la mesure où l'entreprise commune ne serait pas encore constituée au moment de la consultation initiale des utilisateurs du réseau sur le contrat d'équilibrage, le programme d'équilibrage et le code d'équilibrage, cette consultation sera effectuée par le gestionnaire du réseau de transport de gaz naturel. La Commission peut, compte tenu des modifications des circonstances du marché, en ce compris une législation ou réglementation nouvelle ou modifiée, et/ou compte tenu de son évaluation du fonctionnement du marché, charger l'entreprise commune d'adapter le contrat d'équilibrage, le programme d'équilibrage et le code d'équilibrage approuvés et de lui soumettre pour approbation une proposition de modification à cet effet.

L'article 15/5bis, §§ 1^{er}, 7 et 8, 10 et 11, 13 et 14, est applicable *mutatis mutandis* à la proposition tarifaire introduite par l'entreprise commune, aux tarifs d'équilibrage et à leur approbation par la Commission.

§ 3. Lorsque la zone d'équilibrage dépasse les frontières de la Belgique, la Commission coopère avec l'ACER et avec les autorités de régulation des États membres concernés pour contrôler le maintien à l'équilibre de cette zone d'équilibrage.

La Commission et les autorités de régulation compétentes des autres États membres concernés peuvent convenir d'un accord en application de l'article 15/14quater, § 1^{er}, alinéa 4, pour la régulation de ladite entreprise commune."

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 8 juillet 2015.

PHILIPPE

Par le Roi :

La Ministre de l'Énergie, de l'Environnement
et du Développement durable,

Mme M.C. MARGHEM

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

K. GEENS

Note

(1) Chambre des représentants :
(www.lachambre.be)
Documents : 54-1127 (2014/2015)
Compte rendu intégral :
25 juin et 1^{er} juillet 2015.

- k) de bepalingen inzake opschorting en opzeg van het balanceringscontract, met uitzondering van uitdrukkelijk ontbindende bedingen in hoofde van de gemeenschappelijke onderneming;
- l) overeengekomen vormen inzake kennisgevingen tussen partijen;
- m) de bepalingen die van toepassing zijn wanneer de netgebruiker foutieve en onvolledige informatie geeft;
- n) het stelsel van geschillenregeling;
- o) het toepasselijke recht;
- p) de regels en procedures die van toepassing zijn op de geïntegreerde balanceringszone en het balanceringsmodel.
- 2° het balanceringsprogramma, dat het balanceringsmodel beschrijft;
- 3° de balanceringsstarieven.

Het voorstel van het balanceringscontract, van het balanceringsprogramma en van de balanceringscode, evenals de eventuele wijzigingen ervan, worden door de gemeenschappelijke onderneming opgesteld na raadpleging door deze laatste van de netgebruikers. Daartoe richt de gemeenschappelijke onderneming een overlegstructuur op binnen dewelke zij de netgebruikers kan ontmoeten. De gemeenschappelijke onderneming stelt een verslag op over de raadpleging dat zij toevoegt aan de documenten die ter goedkeuring worden voorgelegd. Voor zover dat de gemeenschappelijke onderneming nog niet zou zijn opgericht ten tijde van de eerste raadpleging van de netgebruikers inzake het balanceringscontract, het balanceringsprogramma en de balanceringscode, zal deze raadpleging worden uitgevoerd door de beheerder van het aardgasvervoersnet. De Commissie kan, rekening houdend met gewijzigde marktomstandigheden, met inbegrip van nieuwe of gewijzigde wet- of regelgeving, en/of met haar evaluatie van de marktwerking, de gemeenschappelijke onderneming de opdracht geven het goedgekeurde balanceringscontract, het balanceringsprogramma en de balanceringscode aan te passen en daartoe een voorstel tot wijziging ter goedkeuring voor te leggen aan haar.

Artikel 15/5bis, §§ 1, 7 en 8, 10 en 11, 13 en 14, is *mutatis mutandis* van toepassing op het tariefvoorstel ingediend door de gemeenschappelijke onderneming, op de balanceringsstarieven en op hun goedkeuring door de Commissie.

§ 3. Wanneer een balanceringszone de grenzen van België overschrijdt, werkt de Commissie onderling samen met ACER en met de regulerende instanties van de betrokken lidstaten om toezicht te houden op het in evenwicht houden van deze balanceringszone.

De Commissie en de bevoegde regulerende instanties van de andere betrokken lidstaten kunnen een akkoord afsluiten in toepassing van artikel 15/14quater, § 1, vierde lid, met het oog op de regulering van de voornoemde gemeenschappelijke onderneming."

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 8 juli 2015.

FILIP

Van Koningswege :

De minister van Energie, Leefmilieu
en Duurzame Ontwikkeling,

Mevr. M.C. MARGHEM

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,

K. GEENS

Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers :
(www.dekamer.be)
Stukken : 54-1127 (2014/2015)
Integraal verslag :
25 juni en 1 juli 2015.